

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



## Maître d'Ouvrage

CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES  
DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE  
32 avenue de l'Observatoire  
25000 BESANCON

## Objet de l'accord-cadre

Accord-cadre d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et d'Assistance à Maîtrise d'Usage (AMU) pour l'opération de rénovation des pavillons Buffon, Bossuet et Lamartine à Dijon (Campus MONTMUZARD)

## Pièce commune aux lots 1 et 2

Marchés n° 2025-028-PI.1 (lot 1) et 2025-028-PI.2 (lot 2)

## SOMMAIRE

<b>1. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
1.1. OBJET	4
1.2. FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
1.3. ÉTENDUE DES PRESTATIONS	5
1.4. CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	6
1.5. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	6
<b>2. PIECES CONTRACTUELLES</b>	<b>6</b>
2.1. PIECES PARTICULIERES	6
2.2. PIECES GENERALES	7
<b>3. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE</b>	<b>7</b>
<b>4. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>	<b>7</b>
<b>5. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION</b>	<b>8</b>
5.1. DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET RECONDUCTIONS	8
5.2. DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS	8
5.3. DELAIS D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	8
<b>6. PRIX</b>	<b>10</b>
6.1. REMUNERATION DES ACCORDS-CADRES	10
6.2. CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	10
6.3. MODALITES DE VARIATION DES PRIX	11
6.4. PRIX D'UNITE	12
<b>7. GARANTIES FINANCIERES</b>	<b>12</b>
<b>8. AVANCE</b>	<b>12</b>
8.1. CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	12
8.2. GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	13
<b>9. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>13</b>
9.1. ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	13
9.2. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	13
9.3. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	14
9.4. PAIEMENT DES COTRAITANTS	14
9.5. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	14
<b>10. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>15</b>
10.1. PRESENTATION DES LIVRABLES	15
10.2. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
10.3. REGLES RELATIVES A LA MOBILISATION DES RESSOURCES	15
<b>11. DEVELOPPEMENT DURABLE</b>	<b>16</b>
<b>12. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>16</b>
12.1. VERIFICATIONS	16
12.2. DECISION APRES VERIFICATION	16
<b>13. GARANTIE DES PRESTATIONS</b>	<b>16</b>

<b><u>14. DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE</u></b>	<b><u>16</u></b>
<b><u>15. PENALITES</u></b>	<b><u>16</u></b>
15.1. PENALITES DE RETARD	17
15.2. PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	17
15.3. AUTRES PENALITES SPECIFIQUES	17
<b><u>16. ASSURANCES</u></b>	<b><u>18</u></b>
<b><u>17. CLAUSE DE REEXAMEN</u></b>	<b><u>19</u></b>
<b><u>18. RESILIATION</u></b>	<b><u>20</u></b>
18.1. CONDITIONS DE RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	20
18.2. CONDITIONS DE RESILIATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	20
<b><u>19. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE</u></b>	<b><u>20</u></b>
19.1. EN CAS D'INEXECUTION DE LA PRESTATION EN COURS D'EXECUTION	20
19.2. APRES RESILIATION PRONONCEE POUR FAUTE DU TITULAIRE	21
<b><u>20. RESILIATION DU MARCHE SUBSEQUENT A LA SUITE DE L'ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</u></b>	<b><u>21</u></b>
<b><u>21. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE</u></b>	<b><u>21</u></b>
<b><u>22. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES</u></b>	<b><u>22</u></b>
<b><u>23. DEROGATIONS</u></b>	<b><u>22</u></b>

# 1. Dispositions générales

## 1.1. Objet

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'assistance à maîtrise d'usage dans le cadre de l'opération de rénovation des pavillons Buffon, Bossuet et Lamartine à Dijon, bâtiments situés au Campus Montmuzard. Le CCAP est commun aux deux lots, à savoir :

- Lot 1 : Mission d'AMO (assistance à maîtrise d'ouvrage)
- Lot 2 : Mission d'AMU (assistance à maîtrise d'usage)

Le présent CCAP de l'accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après « marchés subséquents ».

Les missions dûes au titre de cet accord-cadre sont définies de manière non exhaustive au cahier des clauses techniques de chaque lot (CCTP AC), complété des dispositions indiquées dans le cahier des clauses techniques des marchés subséquents en découlant (CCTP MS).

Les marchés subséquents détermineront et compléteront pour chaque mission les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations qui seront demandées.

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du C.C.A.G. applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié.

Lieu(x) d'exécution :

**Résidences Montmuzard**  
**10 Av. Alain Savary**  
**21000 Dijon**

## 1.2. Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre faisant l'objet du présent Cahier des clauses administratives particulières est exécuté au moyen de marchés subséquents. Il est attribué à un seul opérateur économique.

Les prestations objet de l'accord-cadre sont décomposées en Parties Techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI, définies comme suit :

### Pour le lot 1 :

Partie Technique	Désignation
PT1	Études de préprogrammation et faisabilité
PT2	Programmation
PT3	Assistance à la mise en place des marchés de concepteurs
PT4	Contrôle de l'avancement et de la qualité des études
PT5	Assistance à la mise en place des marchés de travaux

PT6	Contrôle de l'avancement et de la qualité des travaux
PT7	Assistance aux OPR
PT8	Assistance pendant la GPA
PT9	Missions complémentaires d'AMO

### **Pour le lot 2 :**

Partie Technique	Désignation
PT1	Assistance à la définition du besoin
PT2	Assistance à la constitution de la Maîtrise d'Usage
PT3	Assistance pendant les études de programmation
PT4	Assistance pendant les études de conception
PT5	Suivi des préconisations d'usage en phase réalisation des travaux
PT6	Assistance au suivi d'exploitation

Certaines Parties Techniques sont sous-décomposées en plusieurs sous-parties techniques, qui sont des parties techniques au sens de l'article 22 du CCAG-PI. Les Parties Techniques reprises dans les marchés subséquents pourront être redécoupées en autant de sous-parties techniques que nécessaire pour répondre au besoin du Maître d'Ouvrage.

D'autres missions complémentaires pourront être définies dans les marchés subséquents en fonction des besoins. Les marchés subséquents détermineront et compléteront pour chaque opération les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées.

Les marchés subséquents conclus pourront prévoir des tranches optionnelles. Conformément aux dispositions de l'article R2113-4 du code de la commande publique, en cas de marché à tranches, les modalités d'affermissement des tranches optionnelles sont définies, pour chaque marché subséquent, dans le CCTP MS.

### **1.3. Étendue des prestations**

Le présent accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 500 000 € HT pour le lot 1 et 150 000 € HT pour le lot 2.

Ces montants ne constituent que des montants maximums et non une estimation du montant des missions susceptibles d'être confiées par le biais des marchés subséquents au titulaire. Ces montants maximums valent pour toute la durée de l'accord-cadre.

L'attributaire du présent accord cadre n'a pas de droit d'exclusivité sur tous les marchés d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et d'Assistance à Maîtrise d'Usage passés par le CROUS Bourgogne Franche Comté pour la réalisation de cette opération. Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier à un autre opérateur économique que le titulaire de l'accord cadre toutes ou partie des missions d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et d'Assistance à Maîtrise d'Usage.

#### 1.4. Conditions d'attribution des marchés subséquents

Les marchés qui seront conclus en application de l'accord-cadre mono-attributaire seront des marchés subséquents en application des articles R2162-7 à R2162-12 du Code de Commande Publique.

Tout élément de prix, en l'absence de précision, est considéré hors taxes.

Ce prix couvre la totalité des prestations à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le titulaire est réputé connaître.

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après que le titulaire ait été invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de cette demande. Le titulaire disposera d'un délai raisonnable pour répondre aux marchés subséquents, à la suite de la mise à disposition des DCE relatifs à chaque marché subséquent. Cette invitation interviendra lors de la survenance du besoin.

Les offres des marchés subséquents seront remises via la plateforme PLACE.

La procédure de passation retenue pour la passation des accords-cadres prévoyant la possibilité de négocier, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de négocier ou non, les offres relatives à chacun des marchés subséquents.

En absence de réponse à un marché subséquent, le pouvoir adjudicateur recourra à un autre prestataire hors accord-cadre, sans que le Titulaire puisse élever de réclamation à son encontre. Au-delà de deux absences de réponse, la personne publique pourra résilier l'accord-cadre sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnisation ; il pourra faire exécuter, aux frais et risques du titulaire, les marchés subséquents.

#### 1.5. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## 2. Pièces contractuelles

### 2.1. Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE AC) et ses annexes éventuelles (notamment déclarations de sous-traitance)
- Le cahier des clauses administratives particulières commun aux deux lots (CCAP

AC)

- Le cahier des clauses techniques particulières du lot (CCTP AC) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Présentation de l'opération
  - Pour le lot 1 : Annexe 2 : Guide de rédaction dossier d'expertise
  - Pour le lot 2 : Annexe 2 : Tableau de diagnostic de résidence établie par la CHAIRE
- Le cahier des clauses techniques particulières du second lot (CCTP AC) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU AC)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat (MJ AC)
- Le marché subséquent relatif à l'offre témoin (MSTEM), comprenant par ordre de priorité :
  - L'acte d'engagement du marché subséquent témoin (AE MSTEM)
  - Le cahier des charges techniques particulières du marché subséquent témoin (CCTP MSTEM)
  - Le mémoire justificatif du marché subséquent témoin remis par le candidat dans le cadre de son offre (MJ MSTEM)
  - La décomposition du prix global et forfaitaire du marché subséquent témoin (DPGF MSTEM)

## 2.2. Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

## 3. Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4. Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 5. Durée et délais d'exécution

### 5.1. Durée de l'accord-cadre et reconductions

La durée de l'accord-cadre est de 48 mois ferme à compter de sa notification.

L'accord-cadre peut faire l'objet d'une reconduction tacite d'une durée de 24 mois conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder 72 mois en application de l'article L2125-1 du Code de la commande publique. Cette durée maximale de l'accord cadre est justifiée par l'objet de l'accord cadre : des prestations d'AMO et d'AMU dans le cadre d'une opération réalisée en plusieurs phases de travaux, dont la durée totale est supérieure à 4 ans. Les marchés subséquents pourront être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, sans pour autant que leur exécution allonge artificiellement la durée de l'accord cadre.

La durée de chaque marché subséquent sera définie dans le CCTP de chaque marché subséquent.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de la période en cours. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### 5.2. Durée des marches subséquents

La durée des marchés subséquent à conclure sera fixée dans l'acte d'engagement des marchés subséquents.

La **date prévisionnelle de début des prestations** confiées par le premier marché subséquent au titulaire est : **Début janvier 2026**.

### 5.3. Délais d'exécution des marches subséquents

Les délais sont francs, et se comptent en jours calendaires (hors comptes rendu pour lesquels les délais se comptent en jours ouvrés).

Ces délais seront complétés en fonction des missions confiées au Titulaire dans le cadre de chacun des marchés subséquents.

Sauf stipulations contraires dans les pièces relatives aux marchés subséquents à conclure, les délais d'exécution des prestations ne pourront être supérieurs aux délais suivants :

#### Pour le lot 1 :

PT	Prestation	Délai maximum	Fait générateur
Toutes	Compte-rendu de réunion	2 jours	Jour de réunion
1.1	Fiabilisation des données d'entrées : Livrables mentionnés pour la SPT1.1	30 jours	Notification du marché subséquent



1.2	Préprogramme de l'opération : Livrables mentionnés pour la SPT1.2	30 jours	Admission de la SPT1.1
2.1	Programme technique détaillé de l'opération : Livrables mentionnés pour la SPT2.1	30 jours	Admission de la SPT1.2
2.2	Dossier d'expertise	30 jours	Admission de la SPT1.2
3.1	DCE de MOE	15 jours	Lancement de la SPT3.1
3.1	Analyse des candidatures relatif au marché de MOE	20 jours	Réception des candidatures
3.1	Analyse des offres relatives au marché de MOE	15 jours	Réception des offres
3.1	Rédaction du PV de la commission de choix (phase candidature et phase offre)	3 jours	Jour de la commission de choix
3.1	Rédaction compte rendu d'audition d'opérateurs économiques	5 jours	Jour de négociation ou d'audition
3.2	DCE CT et CSPS	15 jours	Lancement de la SPT3.2
3.2	Analyse des candidatures et des offres des marchés de CT et CSPS	15 jours	Réception des candidatures et des offres
4	Avis sur documents d'étude	15 jours	Réception du livrable
4	Avis technique	15 jours	Réception du document d'exécution ou de la question objet de la demande d'avis
5	Documents à établir pour le DCE Travaux ou relecture du DCE Travaux	10 jours	Demande du MOA
5	Relecture des documents produits par le MOE concernant l'analyse des offres	1 semaine	Réception du document
6.1	Avis sur modèle de demande d'acompte et de solde	5 jours	Demande du MOA
6.2	Avis technique sur documents et avis sur les FMP	5 jours	Demande du MOA ou du MOE
7	Organisation des OPR	30 jours	Ordre de service
7	Avis technique sur le calendrier des OPR et les documents de la réception	5 jours	Réception du document
8	Intervention sur site en GPA	10 jours	Demande du Maître d'ouvrage
Toutes	Ordre du jour d'une réunion	2 jours	Avant jour de réunion
Toutes	Avis sur les demandes de paiement	5 jours	Réception de la demande

Les marchés subséquents pourront spécifier des délais d'exécution supplémentaires ou différents de ceux indiqués dans le CCAP de l'accord-cadre.

**Pour le lot 2 :**

PT	Prestation	Délai maximum	Fait générateur
1	Rapport de synthèse et proposition d'organisation de l'AMU	20 jours	Notification du marché subséquent
2	Présentation des groupes	10 jours	Lancement de la PT2
3	Rapport d'aide à la décision AMU	30 jours	Lancement de la PT2
3	Rapport de synthèse	30 jours	Lancement de la PT2
3	Outils de suivi ou de planification des études	15 jours	Ordre de service
4 et 5	Réponses aux questions posées par le MOE	15 jours	Réception du document
4 et 5	Support de communication	30 jours	Demande du MOA
6	Livrables mentionnés pour la partie technique 6	5 jours	Date de la réunion
6	Guide d'utilisation du bâtiment	10 jours	Lancement de la PT6
6	Enquête de satisfaction et bilan de la mission	1 an	Lancement de la PT6
Toutes	Compte-rendu de réunion	2 jours	Jour de réunion
Toutes	Ordre du jour d'une réunion	2 jours	Avant jour de réunion

Les marchés subséquents pourront spécifier des délais d'exécution supplémentaires ou différents de ceux indiqués dans le CCAP de l'accord-cadre.

## 6. Prix

### 6.1. Rémunération des accords-cadres

Les accords-cadres ne comportent aucune rémunération par eux-mêmes. Toute rémunération se fait au travers des marchés subséquents conclus sur la base dudit accord-cadre.

### 6.2. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations exécutées seront réglées par des **prix forfaitaires** selon les stipulations de l'acte d'engagement des marchés subséquents et du présent CCAP AC.

Les **prix unitaires proposés dans l'accord-cadre sont des prix plafonds**. Toutefois, le titulaire pourra présenter des prix unitaires plus faibles lors de sa réponse à chaque marché subséquent.

Les prix unitaires tiennent compte de l'ensemble des frais nécessaires à l'exécution de la mission. Concernant les prix unitaires sur site, ces prix incluent notamment tous les frais de déplacement, de restauration, d'hébergement et frais annexes afférents.

Chaque marché subséquent comprendra un sous-détail de prix précisant la qualification, la quantité des moyens qui seront mis en œuvre ainsi que le coût unitaire de la vacation.

### 6.3. Modalités de variation des prix

Les marchés subséquents sont conclus à prix révisables.

Concernant les prix unitaires proposés dans l'accord-cadre (dits « prix plafonds »), ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre de l'accord-cadre par le titulaire de l'accord-cadre ; ce mois est appelé « mois zéro ».

#### Choix de l'index de référence :

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

#### Modalités de révision des prix de l'accord-cadre :

Les prix pourront être révisés annuellement, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,20 + 0,80 (I / I_0)]$$

avec :

- P Prix révisé pour l'année N
- P<sub>0</sub> Prix du marché en cours
- I Indice de référence\* publié au moment de la demande de révision pour l'année N
- I<sub>0</sub> Indice de référence\* du mois de remise des offres (M0) renseigné au présent document, page 2 rubrique C)

\*L'indice de référence pour le marché est :

- Indice INGENIERIE

Le calcul du coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La demande de révision est adressée par la Partie la plus diligente à l'autre Partie, par tout moyen permettant de conférer date certaine à sa transmission, au plus tard deux (2) mois avant le terme de la période considérée. A défaut d'intervenir dans ce délai ou dans cette forme, la demande de révision peut être refusée par l'autre Partie.

En cas d'accord, les prix révisés sont applicables pour la période suivante. La nouvelle annexe financière se substitue à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Dans le cas où un indice ne serait plus publié, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, la substitution d'indice est effectuée par voie d'avenant.

## 6.4. Prix d'unité

Si une modification de marché s'avérait nécessaire lors de l'exécution d'un marché subséquent, sa mise au point se fera en prenant pour base les prix issus des prix d'unités indiqués au bordereau de prix unitaire de l'accord-cadre « BPU-AC ».

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seraient fixés par Ordre de service à l'accord-cadre et modification de marché.

## 7. Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8. Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Prestations Intellectuelles.

### 8.1. Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque marché subséquent d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du marché subséquent si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché subséquent divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 20,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du marché subséquent. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## 8.2. Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 9. Modalités de règlement des comptes

### 9.1. Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le montant de chaque acompte relatif à la phase considérée sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

### 9.2. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### **Informations à utiliser pour la facturation électronique**

- **Identifiant de la structure publique (SIRET) :** 130 024 433 00018
- **Code service :** PGN
- **Numéro d'engagement juridique :** numéro du marché

Dépôt obligatoire des factures sous le portail CHORUS PRO.

### **9.3. Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par le maître d'ouvrage.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4. Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

### **9.5. Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 10. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre). L'accord-cadre s'exécute au moyen de marchés subséquents dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du marché subséquent.

Adresse d'exécution :  
**Résidences Montmuzard**  
**10 Av. Alain Savary**  
**21000 Dijon**

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

### 10.1. Présentation des livrables

Les dispositions concernant d'éventuels livrables seront définies dans le cahier des clauses techniques particulières relatif à chaque marché subséquent.

### 10.2. Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet des marchés subséquents, à l'issue de chaque partie technique et sous-parties techniques du prestataire définies au présent CCAP et dans les pièces particulières des marchés subséquents.

### 10.3. Règles relatives à la mobilisation des ressources

Le titulaire indique dans son mémoire justificatif les personnes qui participeront personnellement à l'exécution des prestations objet de l'accord cadre et des marchés subséquents, sans préjudice de la participation d'autres personnes.

En tant que marché de prestations intellectuelles, la maîtrise d'ouvrage entend bénéficier des compétences soumises au stade de l'offre. Ainsi, la maîtrise d'ouvrage sera extrêmement vigilante au respect des intervenants sus mentionnés : elle pourra par

ailleurs révoquer un intervenant non connu si le titulaire n'a pas prévenu en cas de changement.

En cas de difficulté dans l'exécution de la prestation, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander le remplacement de la personne désignée. Au préalable, le maître d'ouvrage informera le titulaire de la difficulté qu'il rencontre dans l'exécution de la prestation. Le titulaire disposera de 15 jours pour présenter un remplaçant sous peine d'application de la pénalité définie à l'article 5.2.3 du présent CCAP. Celui-ci est considéré comme accepté si le maître d'ouvrage ne le récuse pas dans un délai de 8 jours.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, l'accord-cadre ou le marché subséquent concerné peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

Cet article déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

## **11. Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

Les pièces particulières des marchés subséquents pourront prévoir des clauses environnementales.

## **12. Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1. Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 1 mois à compter de la date de livraison, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI.

### **12.2. Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le maître d'ouvrage prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

## **13. Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie d'un an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

## **14. Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## **15. Pénalités**



### 15.1. Pénalités de retard

Lorsque pour chaque marché subséquent, le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard calendaire, une pénalité fixée à **250,00 €**.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

**Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont appliquées **sans mise en demeure préalable du titulaire.**

### 15.2. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de **1 000,00 €**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 15.3. Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour non-remplacement d'un membre de l'équipe	Journalière	250,00 €	En cas de non-remplacement de la personne chargée de la conduite des prestations, dans le délai susmentionné, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant de 250€ par jour calendaire de retard.
Pénalité pour manquement aux obligations de confidentialité	Forfaitaire	500,00 €	En cas de manquement aux obligations de confidentialité, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant de 500€ par manquement constaté.
Pénalité pour retard/absence aux réunions sur convocation	Forfaitaire	50,00 €	En cas de retard de plus de trente (30) minutes ou d'absence du Titulaire aux réunions pour lesquelles la présence du Titulaire est requise et pour lesquelles il a été dûment convoqué, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50€ par absence.

Pénalité pour mauvaise exécution des prestations	Forfaitaire	1 000,00 €	En cas de problèmes d'exécution récurrents, constatés à trois reprises, tel que la remise incomplète des livrables, une pénalité forfaitaire de 1 000€ pourra être appliquée par le Pouvoir Adjudicateur, pour chaque constat. En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché, constatés à trois reprises, (non-conformité des factures, changements de référence sans accord préalable du Pouvoir Adjudicateur,...), une pénalité forfaitaire de 1000€ par constat pourra être appliquée par le Pouvoir Adjudicateur.
--	-------------	------------	---

Chaque marché subséquent pourra préciser l'application d'autres pénalités spécifiques applicables à chaque partie technique et sous-partie technique.

## 16. Assurances

Chacun des membres du groupement titulaire ou le titulaire unique le cas échéant, doit apporter la preuve qu'il bénéficie pour son activité d'une couverture d'assurance de responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers pendant et après l'exécution des prestations.

Eu égard aux responsabilités dévolues au titulaire dans le cadre de ses missions d'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO), il est exigé que le titulaire ou chaque membre du groupement doit justifier, au moyen d'une attestation, d'une assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code civil.

Le titulaire, les éventuels membres du groupement ou sous-traitants doivent justifier auprès du pouvoir adjudicateur des attestations d'assurance à chaque échéance de règlement de la prime.

Ces attestations doivent émaner exclusivement d'une compagnie d'assurances, d'un agent général, ou d'une mutuelle. Elles doivent comporter au minimum les indications suivantes :

- Nom de l'assuré,
- Montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs et non consécutifs,
- Montant des franchises éventuelles,
- Activités exactes garanties,
- Durée et date de l'attestation.

Le titulaire s'engage formellement à avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement d'assureur en cours d'exécution des prestations, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation conformément aux modalités décrites ci-dessus.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire du marché doit, à la notification du marché, puis chaque année, à la date anniversaire du marché, justifier qu'il dispose d'une assurance en cours de validité.

## **17. Modifications de marché et Clauses de réexamen**

Le présent contrat prévoit que la possibilité que l'accord-cadre et les marchés subséquents conclus sur son fondement puissent être modifiés en cours d'exécution, conformément aux dispositions des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la Commande Publique, et dans les conditions prévues aux stipulations contractuelles suivantes.

Si une modification d'un marché subséquent s'avérait nécessaire, lors de l'exécution d'un marché subséquent, sa mise au point se fera en prenant pour base les prix issus de la décomposition du prix forfaitaire du marché subséquent, ou les prix de journée par catégorie de personnel issus des prix d'unités indiqués au bordereau des prix unitaires, contractualisés dans le Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre (BPU AC).

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seraient fixés par ordre de service et, ou modification de marché.

Le présent accord-cadre et les marchés subséquents peuvent être modifiés par clause de réexamen dans les cas suivants :

- Toute évolution (ajout) de profils prévus au BPU, justifiée par des besoins nouveaux.
- Toute évolution légale ou réglementaire impactant l'exécution de l'accord-cadre.
- Dans le cas où le pouvoir adjudicateur déciderait réduire ou d'augmenter la fréquence des réunions, un avenant en moins-value ou en plus-value sera conclu pour ajuster le nombre de réunions prévu au CCTP.
- En cas de prolongation de la durée de la garantie de parfait achèvement (GPA) par décision expresse du pouvoir adjudicateur, la durée d'exécution des prestations prévues sera prolongée pour la durée de la GPA reconduite.

La formalisation se fera par le biais d'une modification de marché prise sur le fondement de l'article R.2194-1 du CCP.

**Une procédure spécifique de réexamen des conditions d'exécution des prestations pourra également être définie par chaque marché subséquent.**

## **18. Résiliation**

### **18.1. Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **18.2. Conditions de résiliation des marchés subséquents**

Les conditions de résiliation des marchés subséquents sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation d'un marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

**Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.**

## **19. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire**

### **19.1. En cas d'inexécution de la prestation en cours d'exécution**

Sauf cas de force majeure, dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations concernées aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au Titulaire défaillant.

Cette exécution par défaut est précédée d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution par laquelle le Pouvoir Adjudicateur invite le Titulaire à se conformer à ses obligations, et l'informe de la sanction envisagée.

A l'expiration de ce délai, à défaut de rétablissement de la situation, le Pouvoir Adjudicateur y remédie aux frais et risques du titulaire, soit par lui-même, soit par une entreprise tierce désignée par lui.

Pendant toute la durée de la régie, le Titulaire n'a plus droit à aucune rémunération. En cas de reprise des prestations par le Titulaire, l'éventuel surcoût résultant de l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire, est déduit des premières factures afférentes à la poursuite de l'exécution des prestations jusqu'au remboursement de ce surcoût.

La régie cesse dès que le Titulaire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations. Le Titulaire est tenu d'informer par écrit le Pouvoir Adjudicateur, de la date à laquelle il est en mesure de reprendre l'exécution normale du marché. A défaut, le Pouvoir Adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de la mise en régie, et le Titulaire en supportera les conséquences financières.

### 19.2. Après résiliation prononcée pour faute du Titulaire

En application de l'article 39 du CCAG/PI, en cas de résiliation prononcée aux torts du Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire.

Le surcoût éventuel résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, est prélevé sur les sommes restant dues au Titulaire, sans préjudice des droits du Pouvoir Adjudicateur à exercer un recours contre le Titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Pouvoir Adjudicateur.

## 20. Résiliation du marché subséquent à la suite de l'arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la **possibilité d'interrompre l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques et sous-parties techniques** composant le marché subséquent.

Les parties techniques et sous-parties techniques, le cas échéant, sont décrites dans chaque marché subséquent.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché subséquent, conformément aux stipulations de l'article 38.3 du CCAG-PI, et ne donne lieu à aucune indemnité pour le Titulaire.

## 21. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **22. Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le **Tribunal Administratif de Dijon** est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **23. Déroptions**

- L'article 2.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles